

Consultation à la demande de la Ministre des télécommunications relative à un avant-projet de loi concernant la mise en place d'un système de redondance pour les appels d'urgence

Comment réagir au présent document ?

Jusqu'au 22 janvier 2024
Uniquement par e-mail à consultation.sg@ibpt.be
Avec la référence « CONSULT-2023-D6 »

Personne de contact : Ann Fromont, Conseiller (+32 2 226 88 83)

Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique à l'adresse précisée.

Merci de joindre ce [formulaire de couverture](#) à votre réponse.

Vos commentaires devraient se référer aux paragraphes et/ou sections auxquels ils se rapportent et indiquer clairement ce qui est confidentiel.

La présente consultation est faite à la demande de la Ministre des Télécommunications. En conséquence, il est à noter que l'ensemble des informations communiquées à l'IBPT en réponse à cette consultation seront considérées comme lui étant directement destinées et pourront lui être intégralement transmises en l'état dans lequel elles ont été communiquées, sans autre traitement ou vérification.

TABLE DES MATIÈRES

1. Objet	3
2. Annexes.....	4
Annexe 1 – Dispositif.....	5
Annexe 2 – Exposé des motifs.....	10
Annexe 3 - Version coordonnée des dispositions modifiées	18

1. Objet

1. En vertu de l'article 107, § 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « la loi »), les opérateurs de services de communications électroniques interpersonnelles fondés sur la numérotation sont tenus d'assurer un accès ininterrompu aux services d'urgence.
2. Suite aux incidents répétés dans l'acheminement des appels d'urgence, il apparaît que cet accès ininterrompu n'est actuellement pas suffisamment garanti dans les faits. La mise en place d'une redondance pour l'acheminement de ces appels d'urgence via l'infrastructure d'un second opérateur s'avère nécessaire.
3. En vue d'assurer l'accès aux services d'urgence offrant de l'aide sur place, conformément à l'article 107, § 3 précité, un projet d'arrêté royal a été soumis à une consultation publique du 19 octobre au 19 novembre 2023. En exécution de l'article 107, § 7, ce projet prévoyait une obligation d'acheminement redondant des appels vers ces services, dont les modalités techniques, opérationnelles et financières devaient être réglées contractuellement entre les opérateurs concernés.
4. A l'issue de cette consultation publique, il apparaît nécessaire de préciser davantage l'obligation de redondance à mettre en œuvre par les opérateurs visés à l'article 107, § 3, de prévoir un mécanisme de désignation des opérateurs qui seront chargés conjointement de fournir une solution de redondance ainsi qu'un remboursement des coûts exposés à cette fin. L'avant-projet de loi en annexe vise à répondre à ces objectifs.
5. A la demande de la Ministre des Télécommunications, l'IBPT organise une consultation publique de 4 semaines sur les textes en annexe.

Axel Desmedt
Membre du Conseil

Bernardo Herman
Membre du Conseil

Luc Vanfleteren
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen
Président du Conseil

2. Annexes

Annexe 1 : Dispositif

Annexe 2 : Exposé des motifs

Annexe 3 : Version coordonnée des dispositions modifiées

Annexe 1 – Dispositif

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
[DATE]. - Avant-projet de loi concernant la mise en place d'un système de redondance pour les appels d'urgence	[DATUM]. - Voorontwerp van wet betreffende de invoering van een redundantiesysteem voor noodoproepen
Philippe, Roi des Belges, À tous, présents et à venir, Salut.	FILIP, Koning der Belgen, Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :	De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:
CHAPITRE 1^{er}. Disposition générale	HOOFDSTUK 1. Algemene bepaling
Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.	Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.
CHAPITRE 2. Modification de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	HOOFDSTUK 2 - Wijzigingen aan de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie
Art. 2. À l'article 107 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, modifié en dernier lieu par la loi du 21 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :	Art. 2. In artikel 107 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, laatst gewijzigd door de wet van 21 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° le paragraphe 3 est complété par l'alinéa suivant : « L'accès ininterrompu visé à l'alinéa précédent est assuré notamment au moyen d'un système de redondance pour les appels d'urgence, selon les modalités prévues à l'article 107/1/1. » ;	1° paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid, luidende : "De in het voorgaande lid bedoelde ononderbroken toegang wordt met name gewaarborgd door middel van een redundantiesysteem voor noodoproepen, overeenkomstig de nadere bepalingen van artikel 107/1/1.";
2° au paragraphe 7, deuxième alinéa, les mots « ou à certaines catégories d'entre eux, » sont insérés entre les mots « des obligations aux opérateurs » et les mots « aux entreprises qui fournissent un réseau ».	2° in paragraaf 7, tweede lid, worden de woorden "of aan bepaalde categorieën van operatoren" ingevoegd tussen de woorden "verplichtingen opleggen aan de operatoren" en de woorden "de ondernemingen die een netwerk aanbieden".
Art. 3. À l'article 107/1, § 4, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :	Art. 3. In artikel 107/1, § 4, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° les mots « liés à l'application du présent article » sont insérés entre les mots « Les frais de	1° de woorden "die verband houden met de toepassing van dit artikel" worden ingevoegd

gestion du fonds » et les mots « sont supportés par les opérateurs » ;	tussen de woorden "De beheerskosten van het fonds" en de woorden "worden gedragen door de operatoren";
2° les mots « en exécution du présent article, » sont insérés entre les mots « qui contribuent au fond » et les mots « , proportionnellement à leur contribution ».	2° de woorden "krachtens dit artikel" worden ingevoegd tussen de woorden "die bijdragen aan het fonds" en de woorden "in verhouding tot hun bijdrage".
Art. 4. Un nouvel article 107/1/1 est inséré dans la même loi, rédigé comme suit :	Art. 4. Er wordt een nieuw artikel 107/1/1 ingevoegd in diezelfde wet, dat luidt als volgt:
« Art. 107/1/1. § 1 ^{er} . Pour les besoins du présent article, l'on entend par « système de redondance pour les appels d'urgence », le système qui permet :	"Art. 107/1/1. § 1. Ten behoeve van dit artikel wordt onder "redundantiesysteem voor noodoproepen" verstaan een systeem dat het mogelijk maakt om:
1° l'acheminement des appels d'urgence vers les services d'urgence offrant de l'aide sur place par les réseaux d'au moins deux opérateurs distincts disposant chacun d'au moins une liaison directe physique et logique avec l'ensemble des centres de gestion des appels d'urgence (ci-après « chemin direct »),	1° noodoproepen te routeren naar de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden via de netwerken van ten minste twee afzonderlijke operatoren die elk ten minste één directe fysieke en logische verbinding hebben met alle beheerscentrales van de noodoproepen (hierna "direct routeringspad" genoemd);
2° la redirection automatisée et immédiate en cas d'incident des appels d'urgence d'un chemin direct vers un autre chemin direct (ci-après « système de redirection »).	2° bij een incident de noodoproepen automatisch en onmiddellijk van het ene directe routeringspad naar het andere directe routeringspad om te leiden (hierna "redirectsysteem").
§ 2. Les opérateurs visés à l'article 107, § 3, concluent les accords nécessaires et adaptent leur infrastructure afin de faire usage d'un système de redondance pour les appels d'urgence émis par leurs abonnés. Ils mettent en œuvre ce système chacun au moyen d'au moins une interconnexion directe avec un autre opérateur et de leur propre système de redirection.	§ 2. De in artikel 107, § 3, bedoelde operatoren sluiten de nodige overeenkomsten en passen hun infrastructuur aan om gebruik te maken van een redundantsysteem voor noodoproepen die door hun abonnees worden gedaan. Zij passen dit systeem elk toe door middel van ten minste één directe interconnectie met een andere operator en hun eigen redirectsysteem.
Lorsqu'en exécution de l'alinéa 1 ^{er} , un opérateur fait usage un système de redondance pour les appels d'urgence uniquement au moyen de chemins directs d'autres opérateurs, il répartit les appels d'urgence à acheminer à parts égales entre ces chemins directs.	Wanneer een operator in uitvoering van het eerste lid enkel gebruik maakt van een redundantsysteem voor noodoproepen via directe routeringspaden van andere operatoren, dan verdeelt hij de te routeren noodoproepen gelijkelijk over deze directe routeringspaden.
Lorsqu'en exécution de l'alinéa 1 ^{er} , un opérateur met en œuvre un système de redondance pour les appels d'urgence entre autres au moyen de son ou de ses propre(s) chemin(s) direct(s), il réalise des tests automatisés, afin de vérifier le bon acheminement de ces appels par	Indien een operator in uitvoering van het eerste lid een redundantsysteem voor noodoproepen ten uitvoer brengt, onder meer door middel van zijn eigen directe routeringspad(en), voert hij geautomatiseerde tests uit, om de juiste routing van deze oproepen te controleren via

<p>l'intermédiaire du ou des chemin(s) direct(s) de tiers utilisés. Le Roi peut définir les modalités de mise en œuvre de ces tests, telles que la fréquence de ceux-ci.</p>	<p>het (de) gebruikte directe routeringspad(en) van derden. De koning kan de nadere bepalingen voor de uitvoering van deze tests vastleggen, zoals de frequentie van deze tests.</p>
<p>§ 3. Ne sont pas soumis aux l'obligations visées au paragraphe 2, les opérateurs visés à l'article 107, § 3, dont la part des appels vers les services d'urgence offrant de l'aide sur place émis par leurs abonnés durant les trois années civiles qui précèdent représente moins de 1% du nombre total des appels d'urgence émis vers les services d'urgence offrant de l'aide sur place pendant ces mêmes années. En revanche, ils concluent les accords nécessaires afin que les appels vers les services d'urgence offrant de l'aide sur place émis par leurs abonnés bénéficient directement ou indirectement d'un système de redondance pour les appels d'urgence d'un opérateur soumis à l'obligation prévue au paragraphe 2.</p>	<p>§ 3. Zijn niet onderworpen aan de in paragraaf 2 bedoelde verplichtingen, de in artikel 107, § 3, bedoelde operatoren van wie het aandeel van de oproepen naar nooddiensten die ter plaatste hulp bieden gedaan door hun abonnees gedurende de voorafgaande drie kalenderjaren minder dan 1% uitmaakt van het totale aantal noodoproepen naar de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden gedurende diezelfde jaren. In plaats daarvan sluiten zij de nodige overeenkomsten zodat de oproepen naar nooddiensten die ter plaatse hulp bieden gedaan door hun abonnees direct of indirect profiteren van een redundantiesysteem voor noodoproepen van een operator die onderworpen is aan de in paragraaf 2 vastgelegde verplichting.</p>
<p>Au 1^{er} septembre de chaque année, la société anonyme de droit public ASTRID communique à l'Institut le nombre d'appels enregistrés pour chaque opérateur visé à l'article 107, § 3. L'Institut notifie l'opérateur concerné lorsque le seuil visé à l'alinéa 1^{er} est dépassé.</p>	<p>Op 1 september van elk jaar deelt de naamloze vennootschap van publiek recht ASTRID aan het Instituut het aantal geregistreerde oproepen voor elke in artikel 107, § 3, bedoelde operator mee. Het Instituut stelt de betrokken operator in kennis van de overschrijding van de in het eerste lid bedoelde drempel.</p>
<p>§ 4. Lorsqu'il n'existe pas de système de redondance pour les appels d'urgence, le Roi désigne les opérateurs chargés de remplir cette mission de service public particulière au moyen d'une procédure d'appel d'offres.</p>	<p>§ 4. Indien er geen redundantiesysteem voor noodoproepen bestaat, wijst de Koning de operatoren aan die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van die bijzondere opdracht van openbare dienst door middel van een aanbestedingsprocedure.</p>
<p>À défaut d'attribution de la mission de service public particulière visée à l'alinéa 1^{er} à l'issue de la procédure d'appel d'offres, le Roi désigne les opérateurs chargés de remplir cette mission, selon les conditions prévues à l'article 106, § 4.</p>	<p>Indien de in het eerste lid 1 bedoelde bijzondere opdracht van openbare dienst niet aan het einde van de aanbestedingsprocedure wordt toegekend, wijst de Koning de operatoren aan die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van die opdracht, overeenkomstig de voorwaarden van artikel 106, § 4.</p>
<p>Ce système d'acheminement redondant des appels d'urgence est accessible, selon des conditions raisonnables, proportionnées et non discriminatoires, à l'ensemble des opérateurs visés à l'article 107, § 3. Le Roi peut préciser ces conditions, après avis de l'Institut.</p>	<p>Dit systeem van redundante routing van noodoproepen is onder redelijke, evenredige en niet-discriminerende voorwaarden toegankelijk voor alle in artikel 107, § 3, bedoelde operatoren. De Koning kan deze voorwaarden nader bepalen, na advies van het Instituut.</p>

<p>§ 5. Les coûts exposés par les opérateurs désignés conformément au paragraphe 4, à compter de l'entrée en vigueur du présent article, et directement liés à la réalisation, à la mise à disposition et à la maintenance de leurs chemins directs, du système de réponse vocale interactive (« Interactive Call Response ») et de récupération en cas d'incident (« Disaster Recovery System ») qui sont directement liés au système de redondance des appels d'urgence, sont portés à charge des opérateurs visés à l'article 107, § 3, proportionnellement au nombre de leurs utilisateurs finaux actifs au 1^{er} septembre de l'année au cours de laquelle ces coûts ont été exposés.</p>	<p>§ 5. De kosten gemaakt door de overeenkomstig paragraaf 4 aangewezen operatoren met ingang van de inwerkingtreding van dit artikel en die rechtstreeks verband houden met de aanleg, de terbeschikkingstelling en de instandhouding van hun directe routeringspaden, van het interactieve antwoordsysteem met spraakberichten ("Interactive Call Response") en rampenherstelsysteem ("Disaster Recovery System"), die rechtstreeks zijn gekoppeld aan het redundantiesysteem voor noodoproepen, worden gedragen door de in artikel 107, § 3, bedoelde operatoren in verhouding tot het aantal actieve eindgebruikers op 1 september van het jaar waarin deze kosten werden gemaakt.</p>
<p>Par utilisateurs finaux actifs, il faut entendre tous les utilisateurs finaux qui pendant les six mois précédents une date déterminée, ou pendant une partie de ces six mois, pouvaient faire usage du service concerné.</p>	<p>Onder actieve eindgebruikers wordt verstaan alle eindgebruikers die gedurende de zes maanden die voorafgingen aan een bepaalde datum, of gedurende een deel van die zes maanden, gebruik konden maken van de betreffende dienst.</p>
<p>§ 6. Le fonds pour les services d'urgence offrant de l'aide sur place créé en vertu de l'article 107/1, est chargé de collecter les sommes dues en exécution du présent article par les opérateurs visés à l'article 107, § 3, de rembourser chacun de ces coûts à l'opérateur les ayant exposés et de rembourser les frais de gestion visés au § 7 à l'Institut.</p>	<p>§ 6. Het bij artikel 107/1 ingestelde fonds voor de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, is verantwoordelijk voor de inning van de op grond van dit artikel verschuldigde bedragen door de in artikel 107, § 3, bedoelde operatoren, voor de terugbetaling van al deze kosten aan de operator die deze heeft gemaakt en voor de terugbetaling van de in § 7 bedoelde beheerskosten aan het Instituut.</p>
<p>§ 7. Les frais de gestion du fonds liés à l'application du présent article sont supportés par les opérateurs visés à l'article 107, § 3, proportionnellement à leur contribution fixée au paragraphe 5.</p>	<p>§ 7. De beheerskosten van het fonds die verband houden met de toepassing van dit artikel worden gedragen door de operatoren bedoeld in artikel 107, § 3, in verhouding tot hun bijdrage vastgelegd in paragraaf 5.</p>
<p>Par frais de gestion, il faut entendre l'ensemble des frais que l'Institut expose en affectant au fonds des moyens humains, financiers et matériels, y compris les frais pour l'Institut découlant du recours à des experts extérieurs.</p>	<p>Onder beheerskosten wordt verstaan alle kosten die het Instituut maakt door aan het fonds de menselijke, financiële en materiële middelen te besteden, met inbegrip van de kosten voor het Instituut die voortvloeien uit het beroep op externe deskundigen.</p>
<p>§ 8. L'Institut vérifie et approuve les coûts visés au paragraphe 5, sur la base des principes établis par le Roi. L'Institut peut désigner un auditeur indépendant pour procéder à la vérification des coûts visés au paragraphe 5. Ces frais sont supportés par les opérateurs visés à l'article 107,</p>	<p>§ 8. Het Instituut verifieert en keurt de in paragraaf 5 bedoelde kosten goed op basis van de door de Koning vastgestelde beginselen. Het Instituut kan een onafhankelijke revisor aanwijzen om de in paragraaf 5 bedoelde kosten te verifiëren. Deze kosten worden gedragen door de operatoren bedoeld in artikel 107, § 3, in</p>

§ 3, proportionnellement à leur contribution fixée au paragraphe 5.	verhouding tot hun bijdrage vastgelegd in paragraaf 5.
Le montant total des remboursements ne peut dépasser le montant total des coûts approuvés par l'Institut. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités pour le remboursement d'une éventuelle surcompensation. »	Het totale bedrag van de terugbetalingen mag nooit hoger zijn dan de door het Instituut goedgekeurde totale kosten. De Koning legt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de regels vast voor de terugbetaling van een eventuele overcompensatie. ”
Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur belge.	Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.
Donné à Bruxelles, le	Gegeven te Brussel,
PHILIPPE	FILIP
Par le Roi :	Van Koningswege:
La Ministre des Télécommunications,	De minister van Telecommunicatie,
Petra DE SUTTER	Petra DE SUTTER
La Ministre de l'Intérieur,	De minister van Binnenlandse Zaken,
Annelies VERLINDEN	Annelies VERLINDEN
Le secrétaire d'Etat à la Digitalisation,	De staatssecretaris voor Digitalisering,
Mathieu MICHEL	Mathieu MICHEL

Annexe 2 – Exposé des motifs

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIE
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
Avant-projet de loi concernant la mise en place d'un système de redondance pour les appels d'urgence	Voorontwerp van wet betreffende de invoering van een redundantiesysteem voor noodoproepen
EXPOSÉ DES MOTIFS	MEMORIE VAN TOELICHTING
EXPOSÉ GÉNÉRAL	ALGEMENE TOELICHTING
Ce projet concerne la mise en place d'un système de redondance pour les appels vers les services d'urgence offrant de l'aide sur place.	Dit ontwerp betreft de invoering van een redundantiesysteem voor de oproepen naar de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden.
COMMENTAIRE PAR ARTICLES	ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING
<i>CHAPITRE 1^{ER} – Disposition générale</i>	<i>HOOFDSTUK 1. – Algemene bepaling</i>
Article 1^{er}	Artikel 1
Cet article reprend la mention imposée par l'article 83 de la Constitution.	Dit artikel neemt de door artikel 83 van de Grondwet opgelegde vermelding over.
<i>CHAPITRE 2 - Modifications de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques</i>	<i>HOOFDSTUK 2 - Wijzigingen aan de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie</i>
Art. 2	Art. 2
Conformément à l'article 107, § 3, premier alinéa, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « la loi »), « les opérateurs de services de communications électroniques interpersonnelles fondés sur la numérotation offrent un accès aux services d'urgence, lorsque ces services permettent aux utilisateurs finaux d'appeler un numéro figurant dans le plan national ou international de numérotation ».	Artikel 107, § 3, eerste lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "de wet") bepaalt: "De operatoren van nummergebaseerde interpersoonlijke communicatiediensten verschaffen toegang tot de nooddiensten, ingeval die diensten eindgebruikers in staat stellen uitgaande gesprekken tot stand te brengen naar een nummer in een nationaal of internationaal nummerplan."

<p>Le second alinéa de cette même disposition précise que cet accès doit être offert au moyen de communications d'urgence au « PSAP » (« Public Safety Answering Point ») ou « centre de gestion des appels d'urgence » le plus approprié et que les opérateurs visés doivent prendre « <i>toutes les mesures nécessaires pour garantir que cet accès soit ininterrompu</i> ».</p>	<p>In het tweede lid van dezelfde bepaling wordt verduidelijkt dat deze toegang moet worden verschaft door middel van noodcommunicatie via het meest geschikte "PSAP" ("Public Safety Answering Point") of de meest geschikte "centrale voor het beheer van noodoproepen" en dat de beoogde operatoren "<i>alle nodige maatregelen [nemen] om een ononderbroken toegang te waarborgen</i>".</p>
<p>Un nouvel alinéa 3 est inséré au paragraphe 3 de l'article 107 afin de préciser que, parmi les mesures nécessaires afin de garantir un accès ininterrompu aux services d'urgence, figure la mise en place d'un système de redondance pour les appels d'urgence, selon les modalités prévues au nouvel article 107/1/1.</p>	<p>In artikel 107, paragraaf 3, wordt een nieuw derde lid ingevoegd om te verduidelijken dat de maatregelen die nodig zijn om ononderbroken toegang tot de nooddiensten te waarborgen, de invoering van een redundantiesysteem voor noodoproepen omvatten, zoals vastgelegd in het nieuwe artikel 107/1/1.</p>
<p>Cette disposition modifie également le second alinéa de l'article 107, § 7, de manière à permettre au Roi d'imposer des obligations proportionnées en fonction de différences objectives entre catégories d'opérateurs. Une telle différenciation apparaît justifiée dans certains cas, tels qu'en ce qui concerne la mise en place d'une interconnexion entre opérateurs, en tant qu'élément d'un système de redondance pour les appels d'urgence. En effet, imposer une telle mesure à tout type d'opérateurs ne semble pas constituer une mesure proportionnée, compte tenu du coût de cette mesure qui doit être considéré au regard du volume d'appels concerné.</p>	<p>Deze bepaling wijzigt ook het tweede lid van artikel 107, § 7, zodat de Koning evenredige verplichtingen kan opleggen naargelang van objectieve verschillen tussen categorieën van operatoren. Een dergelijke differentiatie lijkt gerechtvaardigd in bepaalde gevallen zoals wat betreft het invoeren van interconnectie tussen operatoren, als onderdeel van een redundantiesysteem voor noodoproepen. Een dergelijke maatregel opleggen aan gelijk welke type van operator lijkt inderdaad geen evenredige maatregel, rekening houdend met de kosten van deze maatregel die moeten beschouwd worden in het licht van het volume oproepen in kwestie.</p>
<p>Art. 3</p>	<p>Art. 3</p>
<p>Cette disposition modifie l'article 107/1, § 4, afin de prévoir que les frais de gestion du fonds liés à l'application de cet article puissent être traités distinctement des frais de gestion liés à l'application du nouvel article 107/1/1. Ceci est nécessaire dès lors que les contributeurs ne sont pas les mêmes.</p>	<p>Deze bepaling wijzigt artikel 107/1, § 4, om ervoor te zorgen dat de beheerskosten van het fonds in verband met de toepassing van dit artikel afzonderlijk kunnen worden behandeld van de beheerskosten die verband houden met het nieuwe artikel 107/1/1. Dat is noodzakelijk aangezien de bijdragers niet dezelfde zijn.</p>
<p>Art. 4</p>	<p>Art. 4</p>
<p>Généralités</p>	<p>Algemeen</p>
<p>Cette disposition introduit un nouvel article 107/1/1 qui a pour objet de définir l'obligation à charge des opérateurs visés à l'article 107, § 3, de mettre en place un système de redondance pour les appels d'urgence.</p>	<p>Deze bepaling voert een nieuw artikel 107/1/1 in dat als doel heeft de verplichting te definiëren die is opgelegd aan de operatoren bedoeld in artikel 107, § 3, om een redundantiesysteem voor noodoproepen op te zetten.</p>

<p>Cette mesure constitue l'un des moyens visant à assurer un accès ininterrompu aux services d'urgences, tel que prévu par l'article 107, § 3. Ce dernier article transpose l'article 108 du Code européen des communications électroniques, dont le considérant n° 286 précise encore que cet accès aux services d'urgence doit être « fiable ».</p>	<p>Deze maatregel vormt een van de middelen die een ononderbroken toegang tot de nooddiensten beogen zoals vastgelegd in artikel 107, § 3. Dat laatste artikel vormt de omzetting van artikel 108 van het Europees wetboek voor elektronische communicatie, waarin considerans 286 verder verduidelijkt dat die toegang tot de nooddiensten "betrouwbaar" moet zijn.</p>
<p>Or, au vu des incidents répétés (cf. les incidents des 5 avril 2019, 7 et 8 janvier 2021, 30 août et 19 septembre 2023) dans l'acheminement des appels d'urgence, force est de constater que cet accès ininterrompu n'est actuellement pas suffisamment garanti.</p>	<p>Na de herhaalde incidenten (op 5 april 2019, 7 en 8 januari 2021, 30 augustus en 19 september 2023) bij de routing van noodoproepen, blijkt echter duidelijk dat deze ononderbroken toegang momenteel niet voldoende gewaarborgd is.</p>
<p>Parmi les remèdes qui peuvent être envisagés, la mise en place d'un système de redondance pour les appels d'urgence apparaît comme un outil efficace afin de garantir de façon effective l'accès ininterrompu aux services d'urgence prévu par l'article 107, § 3 de la loi.</p>	<p>Onder de mogelijke te nemen maatregelen om deze situatie te verhelpen, blijkt de invoering van een redundantie via de infrastructuur van een tweede operator noodzakelijk om effectief een ononderbroken toegang tot de nooddiensten zoals bedoeld in artikel 107, § 3, van de wet te waarborgen.</p>
<p>Telle est également la conclusion que tire l'IBPT à l'issue de sa procédure d'infraction à l'encontre de Proximus concernant l'incident des 7 et 8 janvier 2021. En effet, dans sa décision du 9 septembre 2021, l'IBPT indique ce qui suit : « (...) suite à cet incident, l'IBPT, en collaboration avec les opérateurs et les services d'urgence, a examiné la possibilité d'une solution redondante via un autre opérateur que Proximus. Étant donné que l'article 107, § 1er/1, alinéa 1er de la LCE impose à Proximus de fournir un accès ininterrompu aux services d'urgence et de prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet, l'IBPT attend une coopération totale et proactive de Proximus afin que ce projet puisse contribuer au fonctionnement optimal des services d'urgence. Cela implique également que Proximus alloue les ressources nécessaires pour que cette redondance supplémentaire puisse être réalisée le plus rapidement possible. » (point 34 de sa décision).</p>	<p>Dit is ook de conclusie die het BIPT trekt na afloop van de inbreukprocedure tegen Proximus in verband met het incident van 7 en 8 januari 2021. In zijn besluit van 9 september 2021 gaf het BIPT het volgende aan: "(...) het BIPT (heeft) naar aanleiding van dit incident samen met de operatoren en de nooddiensten de mogelijkheid van een redundante oplossing onderzocht via een andere operator dan Proximus. Gezien artikel 107, §1/1, eerste lid WEC een verplichting aan Proximus oplegt om een ononderbroken toegang tot de nooddiensten te voorzien en daarvoor alle nodige maatregelen te treffen, verwacht het BIPT de volledige en proactieve medewerking van Proximus zodat dit project kan bijdragen aan de optimale werking van de nooddiensten. Dit betekent eveneens dat Proximus de nodige middelen inzet opdat deze bijkomende redundantie zo snel mogelijk kan verwezenlijkt worden." (punt 34 van zijn besluit).</p>

<p>À ce jour, Proximus se trouve en effet être le seul opérateur à acheminer les appels d'urgence jusqu'aux centres de gestion des appels d'urgence (PSAP). Cette situation a pour conséquence qu'en cas d'incapacité de ce réseau à acheminer les appels d'urgence, ces appels ne sont plus en mesure d'atteindre leur destination, avec les conséquences graves que cela implique pour les personnes qui demandent l'aide des services d'urgence et ne parviennent pas à l'obtenir. S'agissant de situations qui mettent gravement en péril l'intégrité des personnes, cela ne peut être toléré.</p>	<p>Tot op heden is Proximus immers de enige operator die noodoproepen routeert naar de centrales voor het beheer van noodoproepen (PSAP). Het gevolg van deze situatie is dat als dit netwerk geen noodoproepen kan routeren, deze oproepen niet langer hun bestemming kunnen bereiken, met alle ernstige gevolgen van dien voor degenen die hulp zoeken bij de nooddiensten en deze niet kunnen verkrijgen. In situaties die de integriteit van personen ernstig in gevaar brengen, kan dit niet worden getolereerd.</p>
<p>En conséquence, le nouvel article 107/1/1, prévoit dans le chef des opérateurs visés à l'article 107, § 3, l'obligation de mettre en place un système de redondance pour les appels d'urgence émis par leurs abonnés, selon les modalités qu'il définit.</p>	<p>Bijgevolg voorziet het nieuwe artikel 107/1/1 in hoofde van de operatoren bedoeld in artikel 107, § 3, in de verplichting om een redundantiesysteem voor noodoproepen gedaan door hun abonnees op te zetten volgens de bepalingen die erin vastgelegd zijn.</p>
<p>Paragraphe 1^{er}</p>	<p>Paragraaf 1</p>
<p>Afin de garantir un niveau élevé de fiabilité de ce système de redondance pour les appels d'urgence, il y a lieu d'abord de faire en sorte que les appels d'urgence soient en mesure d'être acheminés par les réseaux d'au moins deux opérateurs distincts disposant chacun d'au moins une liaison directe avec les centrales d'appel des services d'urgence. Pour la lisibilité du texte, chacune de ces liaisons directes entre le réseau de transport de l'opérateur qui termine l'appel vers les numéros des services d'urgence et les centrales d'appels des services d'urgence est dénommée « chemin direct ».</p>	<p>Om te zorgen voor een hoog niveau van betrouwbaarheid van dit redundantiesysteem voor noodoproepen dient er in eerste instantie voor gezorgd te worden dat de noodoproepen kunnen gerouteerd worden via de netwerken van ten minste twee afzonderlijke operatoren die elk over minstens een directe verbinding met de beheerscentrales van de nooddiensten beschikken. Voor de leesbaarheid van de tekst wordt elk van deze directe verbindingen tussen het transportnetwerk van de operator die de oproep afgeeft aan de nummers van de nooddiensten en de beheerscentrales van de nooddiensten een "direct routeringspad" genoemd.</p>
<p>Ensuite, une fois ces chemins directs établis, il convient de mettre en place un système de redirection automatisée et immédiate des appels d'urgence d'un chemin direct vers un autre chemin direct en cas d'incident sur le premier de ces chemins (ci-après « système de redirection »). De la sorte, en cas d'incident sur le premier chemin d'acheminement direct, l'appel d'urgence n'échouera plus, mais sera redirigé vers la centrale d'appel la plus proche grâce au second chemin d'acheminement direct.</p>	<p>Zodra deze directe routes zijn aangelegd, dient een systeem voor automatisch en onmiddellijk omleiden van de noodoproepen van het ene directe routeringspad naar een ander directe routeringspad ingevoerd te worden voor het geval dat er zich een incident voordoet op de eerste van deze routes (hierna "redirectsysteem"). Op deze manier zal de noodoproep bij een incident op het eerste directe routeringspad niet langer mislukken, maar zal deze worden omgeleid naar de dichtstbijzijnde beheerscentrale dankzij het tweede directe routeringspad.</p>

<i>Paragraphe 2</i>	<i>Paragraaf 2</i>
<p>Par principe, chaque opérateur visé à l'article 107, § 3, est tenu de garantir l'accès de ses abonnés aux services d'urgence au moyen de son propre système de redondance pour les appels d'urgence. Il doit dès lors équiper son réseau d'un système de redirection des appels d'urgence en cas d'incident et s'interconnecter avec au moins un autre opérateur disposant d'un chemin direct, afin de permettre à ses abonnés de disposer d'une redondance complète en cas d'incident.</p>	<p>In principe is elke operator bedoeld in artikel 107, § 3, verplicht om de toegang van zijn abonnees tot de nooddiensten te garanderen via zijn eigen redundantiesysteem voor noodoproepen. Hij moet zijn netwerk dan ook uitrusten met een redirectsysteem voor de noodoproepen in geval van een incident en moet een interconnectie aangaan met minstens één andere operator die over een direct routeringspad beschikt zodat zijn abonnees over een volledige redundantie beschikken in geval van een incident.</p>
<p>L'opérateur qui dispose lui-même d'un chemin direct vers les centres d'appel peut naturellement utiliser celui-ci, mais il devra nécessairement s'interconnecter avec un autre opérateur disposant également d'un chemin direct, afin de réaliser la condition visée au paragraphe 1^{er} de permettre l'acheminement des appels via les réseaux d'au moins deux opérateurs distincts.</p>	<p>De operator die zelf beschikt over een direct routeringspad naar de oproepbeheerscentrales kan daar uiteraard gebruik van maken maar hij zal wel een interconnectie moeten aangaan met een andere operator die over een direct routeringspad beschikt om te kunnen voldoen aan de voorwaarde bedoeld in paragraaf 1, namelijk om de oproepen via de netwerken van ten minste twee afzonderlijke operatoren te kunnen routeren.</p>
<p>Dans ce cas de figure, l'opérateur qui utilise son propre chemin direct, ainsi que celui d'un tiers, peut avoir recours à son propre chemin direct par préférence à celui de l'opérateur tiers. Cependant, afin de veiller à ce que le second chemin direct soit opérationnel à tout moment, l'opérateur concerné effectue des tests automatisés dont la fréquence est fixée par le Roi.</p>	<p>In dat geval kan de operator die zijn eigen directe routeringspad gebruikt, alsook dat van een derde, bij voorkeur een beroep doen op zijn eigen directe routeringspad in plaats van dat van een derde operator. Om er echter op toe te zien dat dat tweede directe routeringspad te allen tijde operationeel blijft, voert de betrokken operator geautomatiseerde tests uit volgens een frequentie die is vastgesteld door de Koning.</p>
<p>L'opérateur qui ne dispose pas de son propre chemin direct répartit quant à lui de façon équitable les appels d'urgence émis par ses abonnés entre les chemins directs des opérateurs auxquels il a recours. Si l'opérateur concerné fait usage d'au moins deux chemins directs d'opérateurs tiers, il répartit équitablement entre l'ensemble d'entre eux (par exemple : s'il y a 4 opérateurs tiers, alors 25% des appels d'urgence seront acheminés via chacun).</p>	<p>De operator die niet beschikt over zijn eigen directe routeringspad verdeelt wat hem betreft de noodoproepen gedaan door zijn abonnees op billijke wijze over de directe routeringspaden van de operatoren waarop hij een beroep doet. Indien de betrokken operator gebruik maakt van ten minste twee directe routeringspaden van derde operatoren, zorgt hij voor een billijke verdeling over elk van hen (bijvoorbeeld: indien er 4 derde operatoren zijn, dan dient 25% van de noodoproepen via elk van hen gerouteerd te worden).</p>
<i>Paragraphe 3</i>	<i>Paragraaf 3</i>

<p>Pour l'année 2021, nonante huit pourcents des minutes d'appels passés vers des numéros d'urgence émanaient des trois principaux opérateurs de téléphonie mobile belges.</p>	<p>In het jaar 2021 kwam achtennegentig percent van de belminuten naar de noodnummers van de drie voornaamste Belgische operatoren voor mobiele telefonie.</p>
<p>Compte tenu des coûts liés à l'établissement d'une interconnexion nouvelle avec un second opérateur, et du très faible volume d'appels représenté à la fois individuellement et collectivement par l'ensemble des autres opérateurs visés à l'article 107, § 3, il apparaît disproportionné d'exiger de ces derniers de tels investissements, dans la mesure où ces opérateurs peuvent sécuriser l'accès de leurs abonnés aux services d'urgence via les systèmes de redondance qui seront mis en place par les principaux opérateurs mobiles en exécution du paragraphe 2.</p>	<p>Rekening houdend met de kosten in verband met het opzetten van een nieuwe interconnectie met een tweede operator, en het erg kleine volume van oproepen tegelijk individueel en collectief voor alle andere operatoren bedoeld in artikel 107, § 3, lijkt het onevenredig om van deze laatsten dergelijke investeringen te eisen, in die zin dat deze operatoren de toegang van hun abonnees tot de nooddiensten kunnen veiligstellen via de redundantiesystemen die zullen worden ingevoerd door de voornaamste mobiele operatoren in uitvoering van paragraaf 2.</p>
<p>En effet, en concluant les accords nécessaires, les opérateurs dont la part des appels d'urgence émis par leurs abonnés durant les trois années civiles qui précèdent représente moins de 1% du nombre total des appels d'urgence émis pendant ces mêmes années, peuvent s'assurer du fait qu'en cas d'incident sur l'un des chemins directs, les appels d'urgence de leurs abonnés seront redirigés vers le second chemin direct, au même titre que les appels d'urgence de l'opérateur avec lequel ils concluent cet accord. De la sorte, leurs abonnés bénéficient également d'un système de redondance, bien que de façon indirecte.</p>	<p>Door de nodige overeenkomsten te sluiten kunnen de operatoren van wie het aandeel noodoproepen gedaan door hun abonnees gedurende de drie voorgaande kalenderjaren minder dan 1% vertegenwoordigt van het totale aantal noodoproepen gedaan gedurende diezelfde jaren, zich vergewissen van het feit dat in geval van een incident op een van de directe routeringspaden de noodoproepen van hun abonnees zullen worden omgeleid via het tweede routeringspad, op dezelfde wijze als de noodoproepen van de operator met wie ze die overeenkomst sluiten. Zo kunnen hun abonnees ook profiteren van een redundantiesysteem, al zij het op indirecte wijze.</p>
<p>Afin de permettre une vérification de la condition précitée de représenter une part inférieure à 1% des appels d'urgence, il est prévu qu'ASTRID transmette le nombre d'appels d'urgence enregistrés au 1^{er} septembre de chaque année par opérateur à l'Institut. En cas de dépassement, l'Institut le notifie à l'opérateur concerné par ce dépassement.</p>	<p>Om een verificatie van de voormelde voorwaarde, nl. minder dan 1% van de noodoproepen vertegenwoordigen, mogelijk te maken, wordt erin voorzien dat ASTRID het aantal geregistreerde noodoproepen op 1 september van ieder jaar per operator meedeelt aan het Instituut. In geval van overschrijding meldt het Instituut dat aan de operator die betrokken is bij die overschrijding.</p>
<p>Paragraphe 4</p>	<p>Paragraaf 4</p>

<p>En l'absence de solution existante sur le marché quant à la fourniture d'un système de redondance pour les appels d'urgence, le Roi peut pallier cette défaillance en chargeant certains opérateurs d'exécuter ce service particulier d'intérêt général. Or, en l'état actuel, il ne semble pas exister à ce jour d'offre disponible sur le marché pour un tel système de redondance.</p>	<p>Bij gebrek aan een bestaande oplossing op de markt wat betreft de verstrekking van een redundantiesysteem voor noodoproepen, kan de Koning deze tekortkoming verhelpen door bepaalde operatoren te gelasten deze bijzondere dienst van algemeen belang uit te voeren. Zoals het nu is lijkt er echter op heden geen aanbod beschikbaar te zijn op de markt voor een dergelijk redundantiesysteem.</p>
<p>En conséquence, le paragraphe 4 prévoit que, lorsqu'il n'existe pas de système de redondance pour les appels d'urgence, le Roi désigne les opérateurs chargés de remplir cette mission d'intérêt général particulière au moyen d'une procédure d'appel d'offres. Néanmoins, dans l'hypothèse où une telle procédure ne pourrait aboutir (par exemple, dans le cas où aucune offre conforme au cahier des charges ne serait soumise), le Roi procèdera à la désignation des opérateurs chargés de cette mission, selon les conditions prévues à l'article 106, § 4, sur la base de critères objectifs, telle que la possession de l'infrastructure requise, permettant de déterminer les opérateurs les mieux à même de pouvoir mettre ce service à disposition de l'ensemble des opérateurs visés à l'article 107, § 3.</p>	<p>Bijgevolg bepaalt paragraaf 4 dat, indien er geen redundantiesysteem voor noodoproepen bestaat, de Koning de operatoren aanwijst die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van die bijzondere opdracht van openbare dienst door middel van een aanbestedingsprocedure. In de veronderstelling dat een dergelijke procedure geen uitkomst zou bieden (bijvoorbeeld indien geen enkele offerte zou worden ingediend die conform het bestek is) zal de Koning evenwel de operatoren aanwijzen die belast zijn met deze opdracht, volgens de voorwaarden vastgelegd in artikel 106, § 4, op basis van objectieve criteria, zoals beschikken over de vereiste infrastructuur, aan de hand waarvan de meest geschikte operatoren kunnen worden bepaald om deze dienst ter beschikking te stellen van alle operatoren bedoeld in artikel 107, § 3.</p>
<p>En toute hypothèse, il appartiendra au Roi de déterminer le cadre de cette mission.</p>	<p>In elk geval zal het aan de Koning zijn om deze opdracht te definiëren.</p>
<p><i>Paragaphes 5 à 8</i></p>	<p><i>Paragrafen 5 tot 8</i></p>
<p>En contrepartie de la fourniture de ce système de redondance pour les appels d'urgence, les opérateurs désignés pourront récupérer leurs coûts directement liés à la réalisation, à la mise à disposition et à la maintenance de leurs chemins directs, ainsi que du système de réponse vocale interactive (« Interactive Voice Response ») et de récupération en cas d'incident (« Disaster Recovery System ») qui sont directement liés au système de redondance pour les appels d'urgence, conformément aux règles applicables en matière de SIEG.</p>	<p>In ruil voor de verstrekking van dit redundantiesysteem voor noodoproepen zullen de aangewezen operatoren hun kosten kunnen terugkrijgen die rechtstreeks verband houden met de aanleg, de terbeschikkingstelling en de instandhouding van hun directe routeringspaden, alsmede van het interactieve antwoordsysteem met spraakberichten ("Interactive Call Response") en rampenherstelsysteem ("Disaster Recovery System"), die rechtstreeks zijn gekoppeld aan het redundantiesysteem voor noodoproepen, overeenkomstig de toepasselijke DAEB-regels.</p>
<p>Ces coûts seront répartis entre les opérateurs visés à l'article 107, § 3, au prorata du nombre d'utilisateurs finaux actifs au 1^{er} septembre de l'année qui précède celle au cours de laquelle lesdits coûts auront été exposés.</p>	<p>Deze kosten zullen over de in artikel 107, § 3, bedoelde operatoren verdeeld worden naar rata van het aantal actieve eindgebruikers op 1 september van het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de genoemde kosten zijn gemaakt.</p>

<p>Afin d'éviter toute surcompensation, ces coûts sont vérifiés et approuvés par l'Institut, le cas échéant à l'aide d'un auditeur indépendant, dont les frais seront également répartis de la même façon via le fonds.</p>	<p>Om overcompensatie te voorkomen, worden deze kosten geverifieerd en goedgekeurd door het Instituut, zo nodig met de hulp van een onafhankelijke revisor, van wie de kosten ook gelijkelijk zullen worden verdeeld via het fonds.</p>
<p>Le fonds pour les services d'urgence visé à l'article 107/1 est chargé de la collecte et du remboursement de ces coûts.</p>	<p>Het in artikel 107/1 bedoelde fonds voor nooddiensten is verantwoordelijk voor de inning en terugbetaling van deze kosten.</p>
<p>De façon similaire à ce qui est prévu à l'article 107/1, les frais de gestion du fonds pour ce qui concerne l'application du présent article sont pris en charge par les contributeurs aux coûts du système de redondance pour les appels d'urgence. Ces frais de gestion sont remboursés à l'Institut.</p>	<p>Op een gelijkaardige wijze als vastgelegd in artikel 107/1 worden de kosten voor het beheer van het fonds in verband met de toepassing van dit artikel gedragen door de bijdragers in de kosten van het redundantiesysteem voor noodoproepen. Deze beheerskosten worden terugbetaald aan het Instituut.</p>

Annexe 3 - Version coordonnée des dispositions modifiées

Loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	Wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie
CHAPITRE II. - [1 Des services d'intérêt public]1	HOOFDSTUK II. - [1 Diensten van algemeen belang] 1
Section 2. [1 - De la communication à la population en cas d'incident et l'accès aux services d'urgence.]1	Afdeling 2. [1 - Communicatie ten opzichte van de bevolking in geval van een incident en toegang tot de nooddiensten.]1
Art. 107. § 1er. [1 Pour l'application de la présente loi, les services suivants sont considérés comme des services d'urgence :	Art. 107. § 1. [1 Voor de toepassing van deze wet worden de volgende diensten als nooddiensten beschouwd :
a. les services d'urgence offrant de l'aide sur place :	a. de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden :
1° le service médical d'urgence;	1° de medische spoeddienst;
2° les services d'incendie;	2° de brandweerdiensten;
3° les services de police;	3° de politiediensten;
4° la protection civile;	4° de civiele bescherming;
b. les services d'urgence offrant de l'aide à distance :	b. de nooddiensten die op afstand hulp bieden :
1° le centre antipoison;	1° het antigifcentrum;
2° la prévention du suicide;	2° de zelfmoordpreventie;
3° les centres de téléaccueil;	3° de teleonthaalcentra;
4° les services écoute-enfants;	4° de kindertelefoondiensten;
5° le Centre européen pour enfants disparus et sexuellement exploités.]	5° het Europees centrum voor vermiste en seksueel misbruikte kinderen.]
Le Roi [8 peut fixer, après avis de l'Institut]8 :	De Koning [8 kan na advies van het Instituut de lijst vaststellen van]8 :
1° la liste des [1 autres]1 services publics ou services d'intérêt public, reconnus comme tels par l'autorité compétente, qui pour l'application de la présente loi sont considérés comme des services d'urgence;	1° de [1 andere]1 Openbare diensten of diensten van algemeen belang, die als zodanig door de bevoegde overheid erkend zijn, die voor de toepassing van deze wet als nooddiensten worden beschouwd;

<p>2° la liste des numéros d'appel des services d'urgence auxquels les utilisateurs [8 , y compris les utilisateurs des postes téléphoniques payants publics]8 accèdent gratuitement et sans qu'il ne soit nécessaire de disposer d'un moyen de paiement;</p> <p>mêmes réseaux et l'utilisation de ces mêmes réseaux et services pour l'acheminement de ces appels d'urgence.</p>	<p>2° de oproepnummers van de nooddiensten die voor de gebruikers [8, met inbegrip van de gebruikers van openbare betaaltelefoons,]8 gratis en zonder gebruik van enig betaalmiddel toegankelijk zijn;</p> <p>diezelfde netwerken en het gebruik van diezelfde netwerken en diensten voor de afwikkeling van deze noodoproepen.</p>
<p>3° [8 les communications d'urgence]8 dont les opérateurs supportent les coûts pour l'accès de leurs [7 utilisateurs finaux]7 à leurs réseaux et services, le transport via ces</p>	<p>3° [8 de noodcommunicatie]8 waarvan de operatoren de kosten dragen voor de toegang van hun [7 eindgebruikers]7 tot hun netwerken en diensten, het transport over</p>
<p>[5 § 1er/1. [8 ...]8]5</p>	<p>[5 § 1/1. [8 ...]8]5</p>
<p>§ 2. [8 Les réseaux de communications électroniques qui ne sont pas accessibles au public mais qui permettent d'appeler des réseaux publics permettent l'accès aux services d'urgence au moyen des numéros d'urgence.]8</p>	<p>§ 2. [8 De elektronische-communicatienetwerken die niet voor het publiek beschikbaar zijn maar waarmee het mogelijk is naar openbare netwerken te telefoneren, maken de toegang tot de nooddiensten via hun noodnummers mogelijk.]8</p>
<p>[4 § 2/1. [8 ...]8]4</p>	<p>[4 § 2/1. [8 ...]8]4</p>
<p>§ 3. [8 Les opérateurs de services de communications électroniques interpersonnelles fondés sur la numérotation offrent un accès aux services d'urgence, lorsque ces services permettent aux utilisateurs finaux d'appeler un numéro figurant dans le plan national ou international de numérotation.";</p>	<p>§ 3. [8 De operatoren van nummergebaseerde interpersoonlijke communicatiediensten verschaffen toegang tot de nooddiensten, ingeval die diensten eindgebruikers in staat stellen uitgaande gesprekken tot stand te brengen naar een nummer in een nationaal of internationaal nummerplan.";</p>
<p>Ils offrent cet accès au moyen de communications d'urgence au PSAP le plus approprié et prennent toutes les mesures nécessaires pour garantir que cet accès soit ininterrompu.]8</p>	<p>Zij verschaffen die toegang door middel van noodcommunicatie via de meest geschikte PSAP en nemen alle nodige maatregelen om een ononderbroken toegang te waarborgen.]8</p>
<p><u>L'accès ininterrompu visé à l'alinéa 2 est assuré notamment au moyen d'un système de redondance pour les appels d'urgence, selon les modalités prévues à l'article 107/1/1.</u></p>	<p><u>De in het tweede lid bedoelde ononderbroken toegang wordt met name gewaarborgd door middel van een redundantiesysteem voor noodoproepen, overeenkomstig de nadere bepalingen van artikel 107/1/1.</u></p>
<p>§ 4. [8 Les opérateurs concernés par une communication d'urgence vers un service d'urgence offrant de l'aide sur place, si nécessaire en se coordonnant entre eux,</p>	<p>§ 4. [8 De operatoren betrokken bij een noodcommunicatie naar een nooddienst die ter plaatse hulp biedt, leveren, indien nodig met onderlinge coördinatie, zodra ze de oproep</p>

fournissent au PSAP le plus approprié, dès que l'appel leur parvient et gratuitement, les données d'identification de l'appelant.	ontvangen en gratis aan de meest geschikte PSAP de identificatiegegevens van de oproeper.
Cette obligation est également d'application lorsque les centrales de gestion des services d'urgence offrant de l'aide sur place sont exploitées par une organisation qui est chargée de cette tâche par les pouvoirs publics.	Deze verplichting geldt ook wanneer de beheerscentrales van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, worden geëxploiteerd door een organisatie die door de overheid met die taak belast is.
Les coûts d'investissement et d'exploitation relatifs aux bases de données des données d'identification de l'appelant et aux lignes d'accès utilisées par les services d'urgence pour consulter ces bases de données sont à charge des opérateurs.	De investerings- en exploitatiekosten met betrekking tot de databanken met de identificatiegegevens van de oproeper en met betrekking tot de toegangslijnen die door de nooddiensten gebruikt worden om deze databanken te consulteren komen ten laste van de operatoren.
L'identification de l'appelant peut être utilisée par les services d'urgence offrant de l'aide sur place ou par l'organisation qui est chargée de l'exploitation des centrales de gestion des services d'urgence par les pouvoirs publics, à l'aide de mesures administratives et techniques approuvées par le ministre sur l'avis de l'Institut et de l'Autorité de protection des données, afin de lutter contre les appels malveillants ou l'utilisation abusive des numéros d'urgence. Ces mesures ne peuvent toutefois entraîner une inaccessibilité du numéro d'urgence du service d'urgence en question à partir d'une connexion bien précise pendant une période ininterrompue excédant vingt-quatre heures.	De identificatie van de oproeper kan, door de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden of de organisatie die vanwege de overheid is belast met de exploitatie van de beheerscentrales van deze nooddiensten en aan de hand van administratieve en technische maatregelen die worden goedgekeurd door de minister, op advies van het Instituut en van de Gegevensbeschermingsautoriteit, worden aangewend om kwaadwillige oproepen of het misbruik van de noodnummers te bestrijden. Deze maatregelen mogen echter niet tot gevolg hebben dat de toegang tot het noodnummer van de desbetreffende nooddienst vanaf een welbepaalde aansluiting onmogelijk is tijdens een ononderbroken periode die langer is dan vierentwintig uur.
Les informations relatives à la localisation de l'appelant comprennent les informations de localisation par réseau et, si elles sont disponibles, les informations relatives à la localisation de l'appelant obtenues à partir de l'appareil mobile.	De informatie over de locatie van de oproeper omvat zowel netwerkgebaseerde locatiegegevens als, waar beschikbaar, handsetgebaseerde informatie over de locatie van de oproeper.
Si un opérateur offre ses propres services commerciaux pour la fourniture de données de localisation aux utilisateurs finaux, alors la précision des données de localisation qui font partie de l'identification de l'appelant lors d'un appel d'urgence et qui doivent être fournies aux services d'urgence offrant de l'aide sur place conformément au présent paragraphe et la vitesse à laquelle elles sont transmises au service d'urgence concerné doivent être au	Indien een operator zijn eigen commerciële diensten aanbiedt voor het aanleveren van locatiegegevens aan abonnees dan moeten de nauwkeurigheid van de locatiegegevens die deel uitmaken van de identificatie van de oproeper bij een noodoproep en welke overeenkomstig deze paragraaf geleverd dienen te worden aan de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, alsook de snelheid waarmee deze overgezonden worden aan de

<p>moins égales à la meilleure qualité offerte au niveau commercial par cet opérateur.</p>	<p>betrokken nooddienst ten minste gelijk zijn aan de beste kwaliteit die door die operator commercieel wordt aangeboden.</p>
<p>Le Roi, sur proposition de l'Institut ou d'initiative, sur avis de l'Institut, définit, en concertation avec les services d'urgence concernés, et au besoin après avoir consulté l'ORECE, les critères relatifs à la précision et la fiabilité des données de localisation de l'appelant fournies.]8</p>	<p>De Koning, op voorstel van het Instituut of op eigen initiatief, na advies van het Instituut, stelt in overleg met de betrokken nooddiensten, en indien nodig na overleg met Berec, de criteria vast voor de nauwkeurigheid en betrouwbaarheid van de verstrekte informatie over de locatie van de oproeper.]8</p>
<p>§ 5. [8 Les centrales de gestion des services d'urgence offrant de l'aide à distance obtiennent gratuitement des opérateurs concernés l'identification de la ligne appelante, afin de pouvoir traiter des appels d'urgence et de lutter contre les appels malveillants, même si l'utilisateur a entrepris des démarches pour empêcher l'envoi de l'identification. Le format d'identification de la ligne appelante doit être conforme aux normes ETSI applicables et est défini par l'Institut en concertation avec les services d'urgence et les opérateurs.</p>	<p>§ 5. [8 De beheerscentrales van de nooddiensten die op afstand hulp bieden krijgen, teneinde noodoproepen te kunnen behandelen en kwaadwillige oproepen te kunnen bestrijden, van de betrokken operatoren gratis de identificatie van de oproepende lijn, zelfs indien de gebruiker stappen ondernomen heeft om de verzending van de identificatie te verhinderen. Het format van de identificatie van de oproepende lijn, dient in overeenstemming te zijn met de toepasselijke ETSI-standaarden en wordt gedefinieerd door het Instituut in overleg met de nooddiensten en de operatoren.</p>
<p>L'identification de la ligne appelante peut être utilisée par les services d'urgence offrant de l'aide à distance, à l'aide de mesures administratives et techniques approuvées par le ministre sur l'avis de l'Institut et de l'Autorité de protection des données, afin de lutter contre les appels malveillants. Ces mesures ne peuvent toutefois entraîner une inaccessibilité du numéro d'urgence du service d'urgence en question à partir d'une connexion bien précise pendant une période ininterrompue excédant vingt-quatre heures.]8</p>	<p>De identificatie van de oproepende lijn kan door de nooddiensten die op afstand hulp bieden en aan de hand van administratieve en technische maatregelen die worden goedgekeurd door de minister, op advies van het Instituut en van de Gegevensbeschermingsautoriteit, worden aangewend om kwaadwillige oproepen te bestrijden. Deze maatregelen mogen echter niet tot gevolg hebben dat de toegang tot het noodnummer van de desbetreffende nooddienst vanaf een welbepaalde aansluiting onmogelijk is tijdens een ononderbroken periode die langer is dan vierentwintig uur.]8</p>
<p>[8 § 6. Les opérateurs qui fournissent des services mobiles de communications interpersonnelles fondés sur la numérotation mettent en oeuvre les mesures techniques fixées par le ministre pour que les services d'urgence offrant de l'aide sur place puissent être joints par un message texte sur leurs numéros d'urgence par les personnes sourdes ou malentendantes, ainsi que celles souffrant de tout autre handicap de nature à empêcher par un appel vocal le recours à un appel d'urgence.</p>	<p>[8 § 6. De operatoren die mobiele nummergebaseerde interpersoonlijke communicatiediensten aanbieden, nemen de technische maatregelen vastgelegd door de minister zodat de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden per tekstbericht kunnen bereikt worden op hun noodnummers door doven of slechthorenden, alsook door mensen met een andere handicap waardoor zij onmogelijk met een spraaktoestel een noodnummer kunnen oproepen.</p>

<p>Ces messages textes sont des communications d'urgence.]8</p>	<p>Deze tekstberichten zijn noodcommunicaties.]8</p>
<p>[8 § 7. Le Roi peut, après avis de l'Institut, fixer les modalités de la collaboration d'un ou plusieurs opérateurs, le cas échéant par type de service offert, avec les services d'urgence.</p>	<p>[8 § 7. De Koning kan na advies van het Instituut de nadere regels vaststellen inzake de medewerking van één of meer operatoren, in gebeurlijk geval per type aangeboden dienst, met de nooddiensten.</p>
<p>En vue d'assurer l'accès aux services d'urgence offrant de l'aide sur place et la fourniture des données d'identification de l'appelant, conformément aux paragraphes 2, 3 et 4, le Roi peut imposer des obligations aux opérateurs <u>ou à certaines catégories d'entre eux</u>, aux entreprises qui fournissent un réseau visé au paragraphe 2, et aux services d'urgence offrant de l'aide sur place, après les avoir consultés et après avis de l'Institut.]8</p> <p>-----</p>	<p>Om toegang te garanderen tot de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden en ervoor te zorgen dat de identificatiegegevens van de oproeper worden verstrekt, conform de paragrafen 2, 3 en 4, kan de Koning verplichtingen opleggen aan de operatoren <u>of aan bepaalde categorieën van operatoren</u>, de ondernemingen die een netwerk aanbieden zoals bedoeld in paragraaf 2, en aan de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, na hen te hebben geraadpleegd en volgens advies van het Instituut.]8</p> <p>-----</p>
<p>Art. 107/1. [1 § 1er. Un fonds pour les services d'urgence offrant de l'aide sur place est créé en vue de leur rembourser, ainsi qu'à l'organisation qui est chargée par les pouvoirs publics d'exploiter leurs centrales de gestion, les coûts visés au paragraphe 2. Ce fonds est doté de la personnalité juridique et est géré par l'Institut.</p>	<p>Art. 107/1. [1 § 1. Er wordt een fonds opgericht voor de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, bestemd om deze diensten alsook de organisatie die door de overheid wordt belast om de beheerscentrales ervan te exploiteren, de in paragraaf 2 bedoelde kosten terug te betalen. Aan dit fonds wordt rechtspersoonlijkheid toegekend en het wordt beheerd door het Instituut.</p>
<p>Les obligations contenues dans cet article sont également d'application lorsque les centrales de gestion des services d'urgence offrant de l'aide sur place sont exploitées par une organisation qui est chargée de cette tâche par les pouvoirs publics ou lorsque les coûts sont supportés par cette organisation.</p>	<p>De verplichtingen vervat in dit artikel zijn eveneens van toepassing wanneer de beheerscentrales van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, geëxploiteerd worden door een organisatie die vanwege de overheid met deze opdracht is belast of wanneer de kosten door deze organisatie worden gedragen.</p>
<p>§ 2. Lorsqu'à la suite de l'application par un opérateur d'une technique ou technologie sur son réseau, son service ou sur une base de données visée à l'article 107, [4 § 4]4, les centrales de gestion des services d'urgence offrant de l'aide sur place ne sont plus en mesure de traiter les données visées à l'article 107, [4 § 4]4, alinéa 1er, ou les messages visés à l'article 107, [4 § 6]4, cet opérateur supporte les coûts des adaptations aux interfaces centrales de ces centrales qui sont nécessaires afin que ces dernières puissent à nouveau</p>	<p>§ 2. Wanneer na de toepassing door een operator van een techniek of technologie op zijn netwerk, zijn dienst of op een in artikel 107, [4 § 4]4 bedoelde databank, de beheerscentrales van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, niet langer in staat zijn om de in artikel 107, [4 § 4]4, eerste lid, bedoelde gegevens of de in artikel 107, § [4 § 6]4, bedoelde berichten te behandelen, draagt deze operator de kosten van de aanpassingen aan de centrale interfaces van deze centrales die nodig zijn opdat deze laatste opnieuw deze gegevens</p>

<p>traiter ces données ou messages ainsi que les coûts de maintien en service de ces adaptations.</p>	<p>of berichten kunnen behandelen, alsook de kosten om deze aanpassingen in stand te houden.</p>
<p>Lorsqu'en vertu d'une nouvelle disposition réglementaire, les opérateurs offrant un service de communications électroniques déterminé sont tenus pour la première fois de fournir les données visées à l'article 107, [4 § 4]4, alinéa 1er, aux centrales de gestion des services d'urgence offrant de l'aide sur place, ou sont tenus de les fournir sous d'autres conditions, ces opérateurs supportent les coûts des adaptations aux interfaces centrales de ces centrales qui sont nécessaires afin que ces dernières puissent traiter ces données ainsi que les coûts de maintien en service de ces adaptations.</p>	<p>Wanneer krachtens een nieuwe regelgevende bepaling de operatoren die een bepaalde dienst voor elektronische communicatie aanbieden, voor de eerste keer verplicht worden om de in artikel 107, [4 § 4]4, eerste lid, bedoelde gegevens te verstrekken aan de beheerscentrales van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, of verplicht worden om deze onder andere omstandigheden te verstrekken, dragen deze operatoren de kosten van de aanpassingen aan de centrale interfaces van deze centrales die nodig zijn, opdat deze laatste deze gegevens kunnen behandelen, alsook de kosten om deze aanpassingen in stand te houden.</p>
<p>Les opérateurs concernés par la mise en oeuvre de l'article 107, [4 § 6]4, supportent les coûts des adaptations aux interfaces centrales des centrales de gestion qui sont nécessaires afin que ces dernières puissent traiter les messages visés à cet article, ainsi que les coûts de maintien en service de ces adaptations.</p>	<p>De operatoren die onder de toepassing van artikel 107, [4 § 6]4, vallen, dragen de kosten van de aanpassingen aan de centrale interfaces van de beheerscentrales die nodig zijn, opdat deze laatste de in dat artikel bedoelde berichten kunnen behandelen, alsook de kosten om deze aanpassingen in stand te houden.</p>
<p>Pour l'application des alinéas 1er à 3 du présent paragraphe, les coûts à supporter par les opérateurs portent, en plus des coûts d'adaptations au sein de leur propre réseau, uniquement sur les coûts d'investissement qui peuvent être directement attribués aux adaptations de ces interfaces centrales et sur les coûts d'exploitation qui peuvent être directement attribués au maintien en service de ces adaptations.</p>	<p>Voor de toepassing van de leden 1 tot 3 van deze paragraaf, hebben de door de operatoren te dragen kosten, behalve de kosten voor aanpassingen binnen hun eigen netwerk, enkel betrekking op de investeringskosten die rechtstreeks kunnen worden toegewezen aan de aanpassingen aan deze centrale interfaces en op de exploitatiekosten die rechtstreeks kunnen worden toegewezen aan de instandhouding van deze aanpassingen.</p>
<p>Dans cet article, il faut entendre par coûts d'investissement tous les coûts supportés par les services d'urgence suite à l'affectation des moyens humains ou matériels, qui sont nécessaires à la planification, l'implémentation et aux tests de l'adaptation de l'interface centrale. Il faut entendre par coûts d'exploitation tous les coûts opérationnels, y compris les coûts d'entretien, qui sont supportés par les services d'urgence et qui sont nécessaires pour garantir le fonctionnement de l'adaptation de l'interface centrale de manière permanente.</p>	<p>In dit artikel worden onder investeringskosten begrepen alle kosten die door de nooddiensten worden gedragen, door menselijke of materiële middelen te besteden en die nodig zijn voor het plannen, implementeren en testen van de aanpassing van de centrale interface. Onder exploitatiekosten worden alle operationele kosten, inclusief onderhoudskosten, begrepen die door de nooddiensten worden gedragen en die nodig zijn om de werking van de aanpassing van de centrale interface blijvend te garanderen.</p>

Le montant total des contributions des opérateurs au fonds ne peut dépasser le montant des coûts approuvés par l'Institut.	Het totale bedrag van de bijdragen van de operatoren aan het fonds mag nooit hoger zijn dan de door het Instituut goedgekeurde kosten.
§ 3. Pour chaque adaptation aux interfaces centrales des centrales de gestion qui donne lieu à un remboursement par le fonds, les coûts de cette adaptation ou de maintien en service de cette adaptation sont répartis entre les opérateurs impliqués par l'adaptation concernée proportionnellement au nombre d'[3 utilisateurs finaux]3 actifs auxquels chacun d'entre eux a offert le service de communications électroniques concerné par l'adaptation au 1er septembre de l'année au cours de laquelle ces coûts ont été exposés par les services d'urgence.	§ 3. Voor elke aanpassing aan de centrale interfaces van de beheerscentrales die aanleiding geeft tot een terugbetaling door het fonds, worden de kosten voor deze aanpassing of instandhouding van deze aanpassing verdeeld onder de operatoren die betrokken zijn bij de aanpassing in kwestie in verhouding tot het aantal actieve [3 eindgebruikers]3 aan wie elk van hen de elektronische-communicatiedienst waarop de aanpassing slaat heeft aangeboden op 1 september van het jaar waarin deze kosten door de nooddiensten zijn gemaakt.
Lorsque le service de communications électroniques concerné n'était offert par aucun opérateur concerné à cette date, le nombre d'[3 utilisateurs finaux]3 actifs est calculé au 1er septembre de l'année suivante.	Wanneer de betrokken elektronische-communicatiedienst door geen enkele betrokken operator werd aangeboden op die datum, dan wordt het aantal actieve [3 eindgebruikers]3 berekend op 1 september van het volgende jaar.
Par [3 utilisateurs finaux]3 actifs, il faut entendre tous les utilisateurs finaux qui pendant les six mois précédents une date déterminée, ou pendant une partie de ces six mois, pouvaient faire usage du service concerné.	Onder actieve [3 eindgebruikers]3 wordt verstaan alle eindgebruikers die gedurende de zes maanden die voorafgingen aan een bepaalde datum, of gedurende een deel van die zes maanden, gebruik konden maken van de betreffende dienst.
§ 4. Les frais de gestion du fonds liés à l'application du présent article sont supportés par les opérateurs qui contribuent au fonds en exécution du présent article, proportionnellement à leur contribution fixée au paragraphe 3. Ces frais sont remboursés par le fonds à l'Institut.	§ 4. De beheerskosten van het fonds die verband houden met de toepassing van dit artikel worden gedragen door de operatoren die bijdragen aan het fonds krachtens dit artikel, in verhouding tot hun bijdrage bepaald in paragraaf 3. Deze kosten worden door het fonds terugbetaald aan het Instituut.
Par frais de gestion, il faut entendre l'ensemble des frais que l'Institut expose en affectant au fonds des moyens humains, financiers et matériels, y compris les frais pour l'Institut découlant du recours à des experts extérieurs.	Onder beheerskosten wordt verstaan alle kosten die het Instituut maakt door aan het fonds de menselijke, financiële en materiële middelen te besteden, met inbegrip van de kosten voor het Instituut die voortvloeien uit het beroep op externe deskundigen.
§ 5. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition du ministre en charge des services d'urgence offrant de l'aide sur place et du ministre en charge des communications électroniques, après avis de	§ 5. De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de minister bevoegd voor de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden en de minister bevoegd voor de elektronische

<p>l'Institut, les modalités de fonctionnement de ce fonds.</p>	<p>communicatie, na advies van het Instituut, de nadere regels van de werking van dit fonds.</p>
<p>[2 ...]2 Le calcul et le montant des coûts sont vérifiés et approuvés par l'Institut sur la base des principes établis par le Roi. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités pour le remboursement d'une éventuelle surcompensation.]1</p>	<p>[2 ...]2 De berekening en het bedrag van de kosten worden geverifieerd en goedgekeurd door het Instituut volgens de principes vastgelegd door de Koning. De Koning legt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de regels vast voor de terugbetaling van een eventuele overcompensatie.]1</p>
<p>Art. 107/1/1. § 1^{er}. Pour les besoins du présent article, l'on entend par « système de redondance pour les appels d'urgence », le système qui permet :</p>	<p>Art. 107/1/1. § 1. Ten behoeve van dit artikel wordt onder "redundantiesysteem voor noodoproepen" verstaan een systeem dat het mogelijk maakt om:</p>
<p>1° l'acheminement des appels d'urgence vers les services d'urgence offrant de l'aide sur place par les réseaux d'au moins deux opérateurs distincts disposant chacun d'au moins une liaison directe physique et logique avec l'ensemble des centres de gestion des appels d'urgence (ci-après « chemin direct »),</p>	<p>1° noodoproepen te routeren naar de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden via de netwerken van ten minste twee afzonderlijke operatoren die elk ten minste één directe fysieke en logische verbinding hebben met alle beheerscentrales van de noodoproepen (hierna "direct routeringspad" genoemd);</p>
<p>2° la redirection automatisée et immédiate en cas d'incident des appels d'urgence d'un chemin direct vers un autre chemin direct (ci-après « système de redirection »).</p>	<p>2° bij een incident de noodoproepen automatisch en onmiddellijk van het ene directe routeringspad naar het andere directe routeringspad door te sturen (hierna "redirectsysteem").</p>
<p>§ 2. Les opérateurs visés à l'article 107, § 3, concluent les accords nécessaires et adaptent leur infrastructure afin de faire usage d'un système de redondance pour les appels d'urgence émis par leurs abonnés. Ils mettent en œuvre ce système chacun au moyen d'au moins une interconnexion directe avec un autre opérateur et de leur propre système de redirection.</p>	<p>§ 2. De in artikel 107, § 3, bedoelde operatoren sluiten de nodige overeenkomsten en passen hun infrastructuur aan om gebruik te maken van een redundantiesysteem voor noodoproepen die door hun abonnees worden gedaan. Zij passen dit systeem elk toe door middel van ten minste één directe interconnectie met een andere operator en hun eigen redirectsysteem.</p>
<p>Lorsqu'en exécution de l'alinéa 1^{er}, un opérateur fait usage un système de redondance pour les appels d'urgence uniquement au moyen de chemins directs d'autres opérateurs, il répartit les appels d'urgence à acheminer à parts égales entre ces chemins directs.</p>	<p>Wanneer een operator in uitvoering van het eerste lid enkel gebruik maakt van een redundantiesysteem voor noodoproepen via directe routeringspaden van andere operatoren, dan verdeelt hij de te routeren noodoproepen gelijkelijk over deze directe routeringspaden.</p>
<p>Lorsqu'en exécution de l'alinéa 1^{er}, un opérateur met en œuvre un système de redondance pour les appels d'urgence entre autres au moyen de son ou de ses propre(s)</p>	<p>Indien een operator in uitvoering van het eerste lid een redundantiesysteem voor noodoproepen ten uitvoer brengt, onder meer door middel van zijn eigen directe routeringspad(en), voert hij</p>

<p>chemin(s) direct(s), il réalise des tests automatisés, afin de vérifier le bon acheminement de ces appels par l'intermédiaire du ou des chemin(s) direct(s) de tiers utilisés. Le Roi peut définir les modalités de mise en œuvre de ces tests, telles que la fréquence de ceux-ci.</p>	<p>geautomatiseerde tests uit, om de juiste routing van deze oproepen te controleren via het (de) gebruikte directe routingspad(en) van derden. De koning kan de nadere bepalingen voor de uitvoering van deze tests vastleggen, zoals de frequentie van deze tests.</p>
<p>§ 3. Ne sont pas soumis aux obligations visées au paragraphe 2, les opérateurs visés à l'article 107, § 3, dont la part des appels vers les services d'urgence offrant de l'aide sur place émis par leurs abonnés durant les trois années civiles qui précèdent représente moins de 1% du nombre total des appels d'urgence émis vers les services d'urgence offrant de l'aide sur place pendant ces mêmes années. En revanche, ils concluent les accords nécessaires afin que les appels vers les services d'urgence offrant de l'aide sur place émis par leurs abonnés bénéficient directement ou indirectement d'un système de redondance pour les appels d'urgence d'un opérateur soumis à l'obligation prévue au paragraphe 2.</p>	<p>§ 3. Zijn niet onderworpen aan de in paragraaf 2 bedoelde verplichtingen, de in artikel 107, § 3, bedoelde operatoren van wie het aandeel van de oproepen naar nooddiensten die ter plaatse hulp bieden gedaan door hun abonnees gedurende de voorafgaande drie kalenderjaren minder dan 1% uitmaakt van het totale aantal noodoproepen naar de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden gedurende diezelfde jaren. In plaats daarvan sluiten zij de nodige overeenkomsten zodat de oproepen naar nooddiensten die ter plaatse hulp bieden gedaan door hun abonnees direct of indirect profiteren van een redundantiesysteem voor noodoproepen van een operator die onderworpen is aan de in paragraaf 2 vastgelegde verplichting.</p>
<p>Au 1^{er} septembre de chaque année, la société anonyme de droit public ASTRID communique à l'Institut le nombre d'appels enregistrés pour chaque opérateur visé à l'article 107, § 3. L'Institut notifie l'opérateur concerné lorsque le seuil visé à l'alinéa 1^{er} est dépassé.</p>	<p>Op 1 september van elk jaar deelt de naamloze vennootschap van publiek recht ASTRID aan het Instituut het aantal geregistreerde oproepen voor elke in artikel 107, § 3, bedoelde operator mee. Het Instituut stelt de betrokken operator in kennis van de overschrijding van de in het eerste lid bedoelde drempel.</p>
<p>§ 4. Lorsqu'il n'existe pas de système de redondance pour les appels d'urgence, le Roi désigne les opérateurs chargés de remplir cette mission de service public particulière au moyen d'une procédure d'appel d'offres.</p>	<p>§ 4. Indien er geen redundantiesysteem voor noodoproepen bestaat, wijst de Koning de operatoren aan die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van die bijzondere opdracht van openbare dienst door middel van een aanbestedingsprocedure.</p>
<p>À défaut d'attribution de la mission de service public particulière visée à l'alinéa 1^{er} à l'issue de la procédure d'appel d'offres, le Roi désigne les opérateurs chargés de remplir cette mission, selon les conditions prévues à l'article 106, § 4.</p>	<p>Indien de in het eerste lid 1 bedoelde bijzondere opdracht van openbare dienst niet aan het einde van de aanbestedingsprocedure wordt toegekend, wijst de Koning de operatoren aan die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van die opdracht, overeenkomstig de voorwaarden van artikel 106, § 4.</p>
<p>Ce système d'acheminement redondant des appels d'urgence est accessible, selon des conditions raisonnables, proportionnées et non discriminatoires, à l'ensemble des opérateurs</p>	<p>Dit systeem van redundante routing van noodoproepen is onder redelijke, evenredige en niet-discriminerende voorwaarden toegankelijk voor alle in artikel 107, § 3, bedoelde</p>

visés à l'article 107, § 3. Le Roi peut préciser ces conditions, après avis de l'Institut.	operatoren. De Koning kan deze voorwaarden nader bepalen, na advies van het Instituut.
§ 5. Les coûts exposés par les opérateurs désignés conformément au paragraphe 4, à compter de l'entrée en vigueur du présent article, et directement liés à la réalisation, à la mise à disposition et à la maintenance de leurs chemins directs, du système de réponse vocale interactive (« Interactive Call Response ») et de récupération en cas d'incident (« Disaster Recovery System ») qui sont directement liés au système de redondance des appels d'urgence, sont portés à charge des opérateurs visés à l'article 107, § 3, proportionnellement au nombre de leurs utilisateurs finaux actifs au 1 ^{er} septembre de l'année au cours de laquelle ces coûts ont été exposés.	§ 5. De kosten gemaakt door de overeenkomstig paragraaf 4 aangewezen operatoren met ingang van de inwerkingtreding van dit artikel en die rechtstreeks verband houden met de aanleg, de terbeschikkingstelling en de instandhouding van hun directe routeringspaden, van het interactieve antwoordsysteem met spraakberichten ("Interactive Call Response") en rampenherstelsysteem ("Disaster Recovery System"), die rechtstreeks zijn gekoppeld aan het redundantiesysteem voor noodoproepen, worden gedragen door de in artikel 107, § 3, bedoelde operatoren in verhouding tot het aantal actieve eindgebruikers op 1 september van het jaar waarin deze kosten werden gemaakt.
Par utilisateurs finaux actifs, il faut entendre tous les utilisateurs finaux qui pendant les six mois précédents une date déterminée, ou pendant une partie de ces six mois, pouvaient faire usage du service concerné.	Onder actieve eindgebruikers wordt verstaan alle eindgebruikers die gedurende de zes maanden die voorafgingen aan een bepaalde datum, of gedurende een deel van die zes maanden, gebruik konden maken van de betreffende dienst.
§ 6. Le fonds pour les services d'urgence offrant de l'aide sur place créé en vertu de l'article 107/1, est chargé de collecter les sommes dues en exécution du présent article par les opérateurs visés à l'article 107, § 3, de rembourser chacun de ces coûts à l'opérateur les ayant exposés et de rembourser les frais de gestion visés au § 7 à l'Institut.	§ 6. Het bij artikel 107/1 ingestelde fonds voor de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, is verantwoordelijk voor de inning van de op grond van dit artikel verschuldigde bedragen door de in artikel 107, § 3, bedoelde operatoren, voor de terugbetaling van al deze kosten aan de operator die deze heeft gemaakt en voor de terugbetaling van de in § 7 bedoelde beheerskosten aan het Instituut.
§ 7. Les frais de gestion du fonds liés à l'application du présent article sont supportés par les opérateurs visés à l'article 107, § 3, proportionnellement à leur contribution fixée au paragraphe 5.	§ 7. De beheerskosten van het fonds die verband houden met de toepassing van dit artikel worden gedragen door de operatoren bedoeld in artikel 107, § 3, in verhouding tot hun bijdrage vastgelegd in paragraaf 5.
Par frais de gestion, il faut entendre l'ensemble des frais que l'Institut expose en affectant au fonds des moyens humains, financiers et matériels, y compris les frais pour l'Institut découlant du recours à des experts extérieurs.	Onder beheerskosten wordt verstaan alle kosten die het Instituut maakt door aan het fonds de menselijke, financiële en materiële middelen te besteden, met inbegrip van de kosten voor het Instituut die voortvloeien uit het beroep op externe deskundigen.
§ 8. L'Institut vérifie et approuve les coûts visés au paragraphe 5, sur la base des principes	§ 8. Het Instituut verifieert en keurt de in paragraaf 5 bedoelde kosten goed op basis van

<p>établis par le Roi. L'Institut peut désigner un auditeur indépendant pour procéder à la vérification des coûts visés au paragraphe 5. Ces frais sont supportés par les opérateurs visés à l'article 107, § 3, proportionnellement à leur contribution fixée au paragraphe 5.</p>	<p>de door de Koning vastgestelde beginselen. Het Instituut kan een onafhankelijke revisor aanwijzen om de in paragraaf 5 bedoelde kosten te verifiëren. Deze kosten worden gedragen door de operatoren bedoeld in artikel 107, § 3, in verhouding tot hun bijdrage vastgelegd in paragraaf 5.</p>
<p>Le montant total des remboursements ne peut dépasser le montant total des coûts approuvés par l'Institut. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités pour le remboursement d'une éventuelle surcompensation.</p>	<p>Het totale bedrag van de terugbetalingen mag nooit hoger zijn dan de door het Instituut goedgekeurde totale kosten. De Koning legt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de regels vast voor de terugbetaling van een eventuele overcompensatie.</p>